

Conditions générales d'utilisation d'Elevate

Conditions contractuelles B2C pour l'utilisation d'Elevate et l'achat et l'utilisation de crédits. Traduction fournie uniquement à titre informatif des conditions B2C allemandes, version v0.5. La version allemande demeure la version faisant foi.

Dernière mise à jour: 31 juillet 2026 · Version v0.5

§ 1 Champ d'application et partenaires contractuels

Les présentes conditions générales (« Conditions générales ») s'appliquent à l'utilisation de la plateforme Elevate proposée sur elevate.langvis.ai ainsi qu'à l'achat et à l'utilisation de crédits par les consommateurs.

Le partenaire contractuel est Langvis UG (responsabilité limitée), Floningweg 7A, 12107 Berlin, Allemagne, inscrite au registre du commerce du tribunal de district de Charlottenburg sous le numéro HRB 287674, représentée par le directeur général Marek Iwaszkiewicz (« Langvis », « nous » ou « fournisseur »).

Les présentes conditions générales s'adressent exclusivement aux consommateurs au sens de l'article 13 du Code civil allemand (BGB). Une offre aux entrepreneurs, employeurs ou recruteurs ne fait pas l'objet de cette version. Pour une offre B2B ultérieure, des conditions contractuelles distinctes et un examen réglementaire distinct sont requis.

Les conditions d'utilisation divergentes ne s'appliquent pas.

§ 2 Objet et finalité du service numérique

Elevate est un service numérique basé sur l'IA pour la préparation aux entretiens personnels. L'étendue des services peut inclure notamment des entretiens simulés, des entrées et sorties vocales, des évaluations automatisées et des conseils de coaching. La description du produit affichée juste avant la commande et la confirmation de commande sont déterminantes.

Les services servent exclusivement à des fins de formation et d'exercice. Ce qui est dû, c'est la prestation des fonctions réservées conformément au contrat, et non une candidature concrète, une sélection, un recrutement ou une réussite professionnelle.

Elevate ne prend pas de décisions à la place des employeurs et ne constitue pas un conseil juridique, fiscal, financier, médical ou autre conseil réglementé.

Les résultats sont générés en tout ou en partie par les systèmes d'IA. Ils peuvent être incomplets, incorrects ou inadaptés à chaque cas particulier. Les utilisateurs doivent vérifier le contenu essentiel de manière indépendante. Cet avis ne limite aucun défaut légal ou droit à la responsabilité.

Les fonctions de reconnaissance des émotions, de catégorisation biométrique ou d'évaluation de l'aptitude professionnelle ne font pas l'objet du contrat à moins qu'elles ne soient expressément décrites et légalement approuvées séparément.

§ 3 Inscription et compte utilisateur

L'utilisation nécessite un compte utilisateur personnel. Lors de l'inscription et de l'utilisation des informations, des informations complètes et exactes doivent être fournies ; Les modifications doivent être mises à jour.

Les données d'accès doivent rester secrètes. Le compte ne peut être transféré ou cédé à des tiers pour utilisation. L'utilisateur nous informe immédiatement de tout accès non autorisé suspecté.

L'inscription et la conclusion d'un contrat payant nécessitent que l'utilisateur soit âgé d'au moins 18 ans et qu'il ait créé son propre compte personnel. Elevate ne collecte aucune date de naissance ou information d'identification ; La confirmation technique de l'âge légal est une condition préalable à l'inscription ou à l'achat.

§ 4 Processus de commande, conclusion du contrat et langue du contrat

La présentation des packages de crédits est une invitation à passer une commande et ne constitue pas une offre ferme.

L'utilisateur vérifie d'abord sa commande sur le récapitulatif de la commande Elevate, puis est redirigé vers la caisse Stripe hébergée. En appuyant sur le dernier bouton de la page Stripe qui indique clairement l'obligation de paiement, l'utilisateur fait une offre ferme d'achat du forfait affiché.

Le contrat est conclu dès que le paiement réussi est confirmé par le serveur et que le paquet de crédits associé est définitivement attribué au compte utilisateur. Ce moment est le moment pertinent auquel le contrat est conclu. Le retour du navigateur ne constitue pas à lui seul une preuve de la conclusion du contrat.

Les documents contractuels applicables au moment de l'achat sont référencés par version et ne pourront être remplacés ultérieurement par une nouvelle version. Le reçu de paiement Stripe est un reçu de paiement supplémentaire.

Avant de passer une commande ferme, l'utilisateur peut vérifier et corriger la commande dans le panier et dans l'aperçu des commandes.

La langue du contrat est l'allemand. Jusqu'à une version qualifiée distincte, les traductions sont fournies à titre informatif uniquement.

§ 5 Prix et paiement

Tous les prix indiqués aux consommateurs sont des prix totaux en euros, taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable comprise.

Stripe traite le paiement au moyen des modes de paiement affichés lors du checkout. Les détails relatifs au mode de paiement, au prix total et à la taxe sur la valeur ajoutée figurent dans le récapitulatif de commande et sur le reçu de paiement.

Chaque achat de crédits est un achat ponctuel. Aucun abonnement n'est souscrit et aucun renouvellement automatique n'est convenu.

Les crédits ne seront crédités qu'après confirmation du paiement. Un paiement échoué ou annulé ne constitue pas un droit à des crédits.

§ 6 Crédits et logique de consommation

Avec un forfait de crédits, l'utilisateur acquiert un volume d'utilisation limité pour les services de formation mentionnés dans la description du produit.

10 crédits sont facturés pour chaque séance de formation commencée. Une séance de formation comprend jusqu'à 15 minutes de temps de formation. Même si l'utilisateur met fin à la session plus tôt, les 10 crédits de l'unité commencée ne seront pas automatiquement remboursés. Une durée de formation sélectionnée allant jusqu'à 30 minutes comprend deux séances de formation et consomme 20 crédits. Les droits légaux obligatoires et un correctif idempotent techniquement vérifié pour une erreur de plate-forme causée par Elevate ne sont pas affectés.

Dans le cas de plusieurs achats de crédits valides, les crédits sont utilisés de manière techniquement déterministe en premier à partir du lot ayant la date d'expiration la plus ancienne et, si la date d'expiration est la même, à partir du lot le plus ancien.

Les crédits payants sont personnels, incessibles et non destinés à la revente. Les droits légaux au remboursement, à la rétractation et à la conformité restent inchangés.

Les crédits gratuits de promotion, de bonus, de test ou de correction sont techniquement et économiquement séparés des crédits payants. Des règles de validité différentes peuvent s'appliquer à ces derniers si celles-ci sont clairement communiquées avant leur octroi. En principe, ils ne peuvent être versés que si le contraire est expressément indiqué.

§ 7 Validité des crédits

Les crédits payants sont valables 36 mois calendaires à compter de la date d'achat. Le facteur décisif est le temps d'achat, qui est enregistré de manière inchangée au moment de l'achat.

La date d'expiration est affichée dans le compte utilisateur pour chaque achat de crédits ou lot de crédits. En présence de plusieurs achats ayant des dates d'expiration différentes, l'affichage du portefeuille ne doit pas donner l'impression que tous les crédits ont la même date d'expiration.

La durée de validité convenue au moment de l'achat ne sera pas raccourcie ultérieurement au détriment de l'utilisateur. Les faits déjà utilisés, remboursés, révoqués ou définitivement expirés ne seront pas modifiés rétroactivement par des modifications ultérieures.

§ 8 Droit de rétractation et démarrage anticipé des services

Les consommateurs disposent du droit légal de rétractation. Les modalités figurent dans les informations séparées relatives au droit de rétractation, y compris le formulaire type de rétractation.

Si l'utilisateur demande expressément que la prestation commence avant l'expiration du délai de rétractation, une rétractation peut, sous réserve des conditions légales, entraîner le paiement de la valeur des prestations déjà fournies.

Le service correspondant à un achat de crédits déterminé est entièrement exécuté lorsque tous les crédits de cet achat ont été utilisés. Le droit de rétractation ne s'éteint après l'exécution intégrale que si les conditions légales, y compris le consentement exprès et la confirmation de connaissance, sont remplies.

La transmission d'une déclaration de rétractation ne fait dans un premier temps qu'en confirmer la réception. Elle ne constitue ni une acceptation de la rétractation ni une promesse de remboursement et ne déclenche aucun paiement automatique, aucune extourne de crédits, aucune correction fiscale ni aucune autre écriture financière. L'existence et la nature d'une mesure légale impérative sont examinées au cas par cas.

§ 9 Durée, clôture du compte et résiliation

Le contrat d'utilisation du compte est valable pour une durée indéterminée. L'utilisateur peut demander la fermeture de son compte à tout moment.

Une demande de fermeture de compte bloque immédiatement l'accès au produit. La fermeture demandée par l'utilisateur peut être annulée dans les 30 jours suivant une nouvelle authentification. Cette annulation de fermeture ne constitue pas une rétractation d'un achat de crédits.

Après l'expiration du délai d'annulation de la fermeture, celle-ci est traitée définitivement. Une décision traçable et immuable est enregistrée pour chaque lot de crédits actif. Les crédits payants restants sont traités comme expirés du fait de la fermeture du compte ; le passif restant correspondant est décomptabilisé comme breakage de fermeture de compte. Les crédits gratuits sont annulés sans produit payé. Une fermeture de compte initiée par l'utilisateur ne crée aucun droit volontaire au remboursement.

Les droits impératifs de rétractation, de conformité, de remboursement, de conservation et les autres droits des consommateurs restent inchangés. La fermeture d'un compte n'est pas traitée définitivement tant que des obligations légales ou financières en cours s'y opposent.

Nous pouvons résilier le contrat d'utilisation par écrit avec un préavis de quatre semaines. Le droit des deux parties à une résiliation extraordinaire pour motif valable reste inchangé.

Avant de bloquer ou de mettre fin au service en raison d'une violation de la part de l'utilisateur, nous informons généralement l'utilisateur de la raison et, si cela est raisonnable, lui donnons la possibilité de commenter. Des mesures immédiates restent possibles en cas de risques sécuritaires ou juridiques importants.

Après la fermeture définitive, le compte précédent ne pourra plus être réactivé.

§ 10 Aucun remboursement volontaire

Elevate n'accorde aucun droit volontaire de retour, d'échange, de rétractation ou de remboursement. Les crédits achetés sont personnels, non transférables et ne peuvent être échangés contre de l'argent.

Unused credits remain usable until their agreed validity expires. La non-utilisation, l'arrêt prématuré d'une séance de formation ou la clôture de compte initiée par l'utilisateur ne constitue pas une demande de remboursement.

Les droits légaux obligatoires, notamment en cas de révocation effective, en cas de défauts ou en cas de non-fourniture dont Elevate est responsable, restent inchangés. Les cas exceptionnels légalement obligatoires sont examinés individuellement ; un remboursement volontaire ou une règle générale de bonne volonté n'est pas proposé.

§ 11 Défauts techniques et correction du crédit

Si des crédits sont épuisés en raison d'une erreur technique dont nous sommes responsables et compréhensibles sans que la prestation de formation due ne soit fournie, les crédits concernés seront recredités via une correction de crédit traçable.

La correction du crédit est effectuée via une réservation vérifiable et n'affecte pas la garantie légale, les dommages et les droits de remboursement.

La résiliation anticipée volontaire de la part de l'utilisateur ne constitue pas une erreur technique et ne déclenche pas une correction automatique du crédit.

Une correction de crédit techniquement vérifiée ne constitue pas un remboursement de paiement, ne constitue pas un accommodement volontaire, ne constitue pas une reconnaissance d'une obligation légale et ne crée pas de réclamation ou de précédent pour d'autres achats ou formations.

§ 12 Obligations des utilisateurs et utilisation non autorisée

Les utilisateurs ne peuvent utiliser Elevate que légalement et à des fins de formation personnelle. Vous ne pouvez notamment pas saisir de contenus illégaux, offensants, discriminatoires ou portant atteinte aux droits de tiers.

Les données de tiers ne peuvent être saisies que s'il existe une autorisation suffisante. Les utilisateurs ne doivent pas saisir d'informations sur la santé, les informations politiques ou religieuses, les affiliations syndicales, les informations sur l'orientation sexuelle ou d'autres catégories spéciales d'informations personnelles qui ne sont pas nécessaires à la formation.

En particulier, le contournement des contrôles de sécurité, les requêtes massives automatisées, le scraping, la lecture des instructions du système, la transmission du compte et la revente de crédits ou d'accès à la plateforme ne sont pas autorisés.

En cas de violations graves ou répétées, nous pouvons prendre des mesures de protection appropriées, notamment une suspension temporaire ou une résiliation extraordinaire. Les réclamations juridiques déjà survenues ne sont pas exclues.

§ 13 Contenu et droits d'utilisation

Les droits sur le contenu fourni par l'utilisateur restent la propriété de l'utilisateur ou du titulaire des droits respectif.

L'utilisateur nous accorde un droit simple, non exclusif, limité à l'exécution du contrat, de stocker techniquement les entrées, de les transmettre à des prestataires de services intégrés, de les faire traiter par des systèmes d'IA et d'en créer les résultats convenus.

Les entrées, l'audio, les transcriptions et les évaluations ne sont pas utilisés par Langvis ou les fournisseurs utilisés pour former ou affiner les modèles d'IA.

Les utilisateurs peuvent utiliser le résultat généré pour eux à leurs propres fins. Nous ne garantissons pas que chaque sortie de l'IA soit protégée par le droit d'auteur ou libre de droits de tiers. Les utilisateurs doivent vérifier de manière indépendante toute utilisation externe ou commerciale prévue.

Tous les droits sur la plateforme, les logiciels, la conception, les marques et les modèles d'entretien restent la propriété de nous ou de nos concédants de licence.

§ 14 Mise à disposition, mises à jour et modifications

Nous fournissons le service numérique dans la mesure convenue. La maintenance, les mesures de sécurité et les mises à jour peuvent entraîner des restrictions temporaires. Les travaux de maintenance importants prévus seront annoncés dans la mesure du possible.

Les dispositions légales concernant les produits numériques s'appliquent au respect du contrat et aux mises à jour nécessaires, en particulier les §§ 327 et suivants. BGB.

Les modifications allant au-delà du maintien du respect du contrat ne seront apportées que dans le cadre de l'article 327r du Code civil allemand (BGB). Les raisons valables peuvent notamment inclure des raisons de sécurité, juridiques, de protection contre les abus ou de développement technique. Des changements défavorables importants seront annoncés sur un support persistant ; Les droits de résiliation légaux restent inchangés.

§ 15 Droits en cas de défaut de conformité

Les dispositions légales s'appliquent aux défauts du service numérique, notamment les §§ 327 et suivants du Code civil allemand (BGB). Ces droits ne sont limités ni par les corrections de crédits ni par les autres dispositions des présentes conditions générales.

§ 16 Responsabilité

Notre responsabilité est illimitée en cas de faute intentionnelle et de négligence grave, en cas d'atteinte coupable à la vie, au corps ou à la santé, conformément à la loi sur la responsabilité du fait des produits et dans la mesure d'une garantie expresse.

En cas de simple violation par négligence d'une obligation contractuelle essentielle, la responsabilité est limitée aux dommages typiques du contrat et prévisibles au moment de la conclusion du contrat. Les obligations contractuelles essentielles sont des obligations dont le respect permet la bonne exécution du contrat et sur le respect desquelles l'utilisateur peut régulièrement compter.

En outre, la responsabilité pour négligence simple est exclue. Les restrictions s'appliquent également à nos représentants légaux et agents d'exécution.

Nous ne répondons pas du fait qu'un utilisateur obtienne une candidature retenue, une invitation à un entretien ou un emploi grâce à l'utilisation d'Elevate. Cette précision ne limite pas les droits légaux liés à un service numérique défectueux.

§ 17 Modifications des présentes conditions générales

Pour un achat de crédits, la version des conditions générales intégrée lors de la passation de la commande puis enregistrée s'applique.

Les modifications apportées aux relations d'utilisation actuelles du compte ne deviennent effectives qu'avec le consentement exprès de l'utilisateur, à moins qu'il n'y ait une modification légalement autorisée et strictement limitée du service numérique conformément à l'article 327r du Code civil allemand (BGB). Le simple silence ne constitue pas un consentement.

Une nouvelle version des Conditions Générales ne modifie en rien les faits d'achat, de paiement, de crédit, de taxe, de consentement ou de contrat déjà enregistrés de manière inchangée.

§ 18 Règlement des litiges de consommation

We are neither willing nor obliged to take part in a dispute resolution procedure before a consumer arbitration board unless there is a mandatory legal obligation (§ 36 VSBG). Aucune référence à la plateforme européenne de règlement des litiges en ligne, abandonnée, n'est utilisée.

§ 19 Droit applicable et dispositions finales

Le droit de la République fédérale d'Allemagne s'applique. Si l'utilisateur, en tant que consommateur, a sa résidence habituelle dans un autre pays, les dispositions obligatoires en matière de protection des consommateurs de ce pays ne sont pas affectées.

Les fors légaux s'appliquent aux consommateurs.

Si certaines dispositions sont inefficaces, le reste du contrat reste en vigueur. Les dispositions légales remplacent la disposition invalide.

Preuve du document

ID du document: terms-fr-b2c-translation

Version: v0.5

SHA-256: sha256:628dbd04384eeb2df3d2de57b5b29cbb6d1d3d106938584b295d034537def2b